

Conférence :

Mars 2025

Initiatives écologiques de partage, réemploi et gratuité : quelles transformations des pratiques professionnelles ?

Organisée par l'école des Transitions écologiques du Conservatoire national des arts et métiers et le Pôle Ressources Politique de la ville, la conférence du 13 mars 2025, s'est construite en lien avec le travail mené durant trois ans par Olivia Mercier, doctorante en sociologie, en contrat CIFRE à la Ville de Paris, au pôle Ressources Politique de la ville - direction de la Démocratie des citoyen.ne.s et des territoires.

Cette rencontre a réuni une cinquantaine de participants, professionnels du champ social et du développement local. Dédiée aux pratiques écologiques dans les quartiers populaires, cette conférence a proposé plusieurs approches des liens existant entre les questions sociales et les questions écologiques à travers les exemples du glanage urbain et des gratifierias.

Avant propos - **La transition écologique et la**

transformation des pratiques pour les professionnels, par Elisabetta Bucolo, sociologue, maîtresse de conférences et responsable du Master « Intervention et développement social : Economie sociale et solidaire » au Cnam

1 - **La gestion des déchets dans la Ville : l'exemple du 18^e arrondissement**, avec Fernando Andrade, Responsable de la Division territoriale de propreté du 18^e arrondissement

2- **Le glanage urbain : la récupération de denrées alimentaires et la gestion des déchets**, avec Olivia Mercier, doctorante en sociologie au Cnam – Lise-Cnrs

3- **Le réemploi, une initiative citoyenne : l'exemple des gratifierias et des magasins gratuits** avec Justyna Gacek et Charly Ferret du centre social Aires 10 et Elisabetta Bucolo, sociologue

#QuartiersPopulaires #Politiquespubliques #InitiativesCitoyennes #Réemploi #PratiquesProfessionnelles
#Transitionécologique #ParisRecherche

Avant propos : La transition écologique et la transformation des pratiques pour les professionnels par Elisabetta Bucolo, sociologue

La transition écologique appelle de plus en plus à une transformation des pratiques professionnelles - et des pratiques bénévoles - dans différents secteurs de l'intervention sociale comme de l'intervention publique. Ces transformations sont notamment liées aux objectifs d'amélioration des conditions de vie et d'existence des personnes les plus vulnérables et des territoires le plus fragilisés.

Les recherches montrent que **les travailleurs sociaux, les acteurs associatifs, les agents de terrain sont des révélateurs et révélatrices des ressources individuelles et collectives qui existent** sur les territoires dans lesquels ils et elles travaillent, notamment dans le cadre de la transition écologique et peuvent également accompagner les personnes pour faire face aux crises et aux risques écologiques.

Malgré cet engagement quotidien dans leurs actions et interventions de terrain, le risque est de réduire leurs potentialités, leurs capacités, leurs compétences, en produisant encore plus de normes et de restrictions.

En effet, les professionnels sont souvent appelés à mettre en œuvre les politiques d'adaptation auprès des populations les plus vulnérables pour les accompagner à l'intégration progressive de ce que l'on appelle les écogestes qui englobent une variété de pratiques quotidiennes, comme par exemple : économiser l'énergie, réduire la consommation d'eau, minimiser les déchets, favoriser la mobilité durable.

Ces injonctions sont le plus souvent confrontées à l'échec car la situation de vulnérabilité économique et sociale des personnes auprès desquelles les professionnels interviennent, les empêche de s'adapter et de s'inscrire de manière active dans le cadre de ces écogestes et d'autant plus quand cela n'est pas décidé (et/ou coordonné) avec les populations.

Cette impossibilité de répondre aux injonctions de l'écocitoyenneté produit de la culpabilisation et de l'exclusion du message écologique, voire de la mise à distance du côté des intervenant.es sociaux, des agents de la Ville comme des personnes qui sont pourtant les plus exposées aux risques environnementaux. Certaines interventions peuvent être vécues comme moralisatrices ou trop individualistes ou pire produisant des nouvelles formes de normalisation et de contrôle, dont les intervenant.es eux-mêmes ne veulent pas et se voient mal les imposer en plus de toutes les autres injonctions et contrôles.

Ceci fait dire à certains que les personnes vulnérables sont indifférentes aux enjeux écologiques. Or, **elles ne sont pas indifférentes aux questions écologiques même si elles expriment « une certaine distance avec les récits écologiques dominants desquels ils sont dépossédés »**

« Certaines initiatives se déploient à la marge, dans les interstices, dans l'invisibilités des actes du quotidien et ne sont pas pour autant moins porteuses de changement, moins significatives en termes écologiques et sociaux. »

Quand on regarde de près, ces communautés et ces fractions de population vulnérables s'emparent par elles-mêmes des enjeux environnementaux et donnent à voir la diversité des formes d'appropriation sociale de la question écologique.

Le réemploi et la gratuité, des initiatives citoyennes porteuses de sens

Ces brèches fournissent des matrices d'action, des signes vivants que des énergies citoyennes existent malgré tout.

Deux exemples : le glanage urbain et les gratifierias.

Ils incarnent tout particulièrement la dimension existentielle et relationnelle dont sont porteuses ces initiatives écologiques assurées par des citoyens et des citoyennes habitantes des quartiers les plus défavorisés de Paris.

« Ces activités de soin, réparatrices, collectives et porteuses de lien social font échos à la nature même de l'intervention sociale qui peut être pensée à l'aune des compétences qu'elle recèle : prendre soin des autres et du monde ».

1- La gestion des déchets dans la Ville : l'exemple du 18^e arrondissement

Avec Fernando Andrade, Responsable de la Division territoriale de propreté du 18^e arrondissement

- **Les éboueurs sont des acteurs incontournables de l'espace public**, de la qualité de vie des quartiers. Ils sont en lien avec les habitants, en contact direct avec la population – relations de proximité / référents de quartier. Sur les marchés alimentaires, des enjeux de tri, de sécurité et de pénibilité sont au cœur du quotidien.

Le 18^e arrondissement, avec près de 200 000 habitants, est **le 3^e arrondissement le plus peuplé de la capitale**.

Une forte densité : 323 hab. à l'hectare (250 à Paris)

Un arrondissement jeune : les 15-29 ans représentent 24% de la population et la tranche 30-44 ans 26%.

La vie urbaine se partage entre des lieux touristiques prestigieux et la diversité des lieux de vie quotidienne.

- **Le Plan local de prévention des déchets** ménagers et assimilés est un document de planification d'une durée de 6 ans qui définit la stratégie de prévention de la Ville. Il porte une ambition forte avec l'objectif de réduire de 100 000 tonnes la production annuelle de déchets à Paris d'ici 2030.

Le plan est composé de 8 axes dont « **le changement de regard sur les déchets alimentaires avec un objectif de lutte contre le gaspillage alimentaire et la valorisation des déchets** » (axe 4), et le « **renforcement du tri et de l'éco-responsabilité** » (axe 5).

Dans le 18^e, on met en place du mobilier pour collecter des déchets alimentaires et, là où ce n'est pas possible (ex : Montmartre), des « **points d'apport volontaires** » sont installés. La Ville met en place des composteurs afin de d'inciter les parisiens à devenir acteurs du compostage. L'objectif : améliorer le maillage pour proposer partout, un point d'apport volontaire à moins de 3 min.

En 2024 : on constate déjà que la récolte des déchets alimentaires a augmenté par les différents supports mis en place.

2- Le glanage urbain : la récupération de denrées alimentaires et la gestion des déchets

par Olivia Mercier, doctorante en sociologie

Entre solidarité et coopérations

Sur les marchés, le glanage s'appuie sur des solidarités locales et des formes de coopération. Ce qui peut apparaître au premier regard comme une activité anarchique et désorganisée est en réalité structuré par des règles tacites et des arrangements silencieux.

Les « récupérateurs », commerçants, agents de propreté et associations interagissent dans un jeu complexe d'échanges, où les invendus passent de marchandises à dons ou à déchets ayant une valeur d'usage.

Il est fréquent de voir **les glaneuses – le plus souvent des femmes** – demander à l'agent de propreté de sortir du caisson des denrées récupérables. Bien que chaque glaneuse soit à la recherche de biens qu'elles puissent s'approprier de manière individuelle, il y a **une forme d'alliance** : on donne une cagette après s'être soi-même servi, on annonce à haute voix une trouvaille, on signale

Le glanage, qu'est-ce que c'est ?

Historiquement, le glanage désigne une activité rurale de récupération des denrées alimentaires comestibles non récoltées par les propriétaires après la moisson.

Aujourd'hui, le glanage alimentaire se reconfigure en milieu urbain et consiste en la récupération et réutilisation des déchets alimentaires à la fin des marchés ou depuis les bacs des petites et moyennes surfaces.

C'est une liberté d'usage de l'espace public et la récupération de déchets n'est pas illégale. Elle peut être interdite dans certaines collectivités pour des raisons d'ordre public.

des biens trop abîmés, des commerçants font directement don aux glaneuses de leur trop plein, des glaneuses et des agents de propreté font circuler des informations sur la nature et la qualité des déchets.

Une parenthèse, le temps du glanage

Les commerçants ont pour habitude de déposer devant le caisson leurs invendus pour que l'agent de propreté les mette lui-même dans le caisson. Entre le temps du dépôt du commerçant et le temps de la récupération par l'agent de propreté, les femmes ont une parenthèse temporaire pour fouiller et collecter les invendus. Cette parenthèse peut être amplifiée par les autres acteurs du marché : certains agents de nettoyage jettent d'abord dans le caisson les cagettes vides de manière à laisser les pleines à la disposition des glaneuses. De même, certains commerçants ne se débarrassent pas immédiatement de leurs invendus mais les laissent délibérément à proximité des glaneuses.

Ainsi, le glanage alimentaire révèle aussi des formes de solidarités collectives qui se déploient autour d'objets abandonnés. Le glanage illustre la possibilité d'un autre mode de réduction des déchets.

La revalorisation des déchets

Les observations menées montrent que le travail de récupération des glaneuses permet aussi de prendre soin des restes. Elles portent une attention à la qualité des produits et, tout en prenant soin des restes, le travail de récupération des glaneuses permet de prendre soin d'elles et de leur entourage. Par la requalification des déchets, elles contribuent aussi à prendre soin de la ville.

Les divisions de la société en miroir

Dans les marchés, leur geste tranche avec les déplacements et mouvements des commerçants qui jettent parfois violement leur trop plein et des agents de propreté qui remplissent sans cesse le caisson compacteur qui broie les restes. Dans ces espaces, les hommes sont debout. Les femmes qui glanent sont baissées au niveau des déchets. Elles fouillent, touchent les biens rejetés. Les corps dévoilent ainsi une division genrée du travail de récupération et de collecte des déchets alimentaires.

Des pratiques et des savoirs informelles

A côté des savoirs techniques liées aux à la gestion des déchets, les savoirs pratiques et informels, des glaneuses restent à la marge. Ils relèvent pourtant de leur propre champ de connaissances, de pratiques, de formation et d'échange d'informations.

Ce qui est qualifié de déchet par les acteurs institutionnels ne représente pas forcément un déchet pour les glaneuses. Par exemple, les noyaux de fruits (abricots et amandes) sont catégorisés comme biodéchets. Certaines femmes les récupèrent pour en faire de l'huile. Cet exemple montre la coexistence entre différents régimes de savoirs et valeurs attachées aux déchets. Ainsi, si la pratique du glanage peut paraître simple et évidente, elle mobilise des compétences et des savoir-faire spécifiques, essentiels à sa mise en œuvre comme le tri, la manipulation, le réemploi ou la conservation.

➔ **A lire** : *A la fin des marchés*, article d'Olivia Mercier, AOC média, 28 octobre 2025

3- Le réemploi, une initiative citoyenne : l'exemple des gratifierias et des magasins gratuits

Avec Justyna Gacek et Charly Ferret du centre social Aires 10 et Elisabetta Bucolo, sociologue

Les grands principes :

« Le principe de base : l'invitation à se débarrasser de possessions matérielles devenues inutiles afin qu'elles circulent et profitent à d'autres. »

→ La **gratuité** est envisagée comme « *un geste radical* » destiné à « *interpeller* » les visiteurs sur leurs modes de consommation par contraste avec l'environnement économique dominant »

→ Le fait de **bannir les transactions monétaires** correspond quant à lui à la volonté de « *rappeler que la monnaie n'est qu'un outil et non une fin en soi, et que la richesse véritable réside dans le partage et non dans l'accumulation.* »

→ La **dénonciation de l'abondance et du gaspillage** des ressources : « *les vêtements et les objets divers arrivent en quantité dans les boutiques qui sont confrontées à la nécessité de réguler les flux* »

→ **Dématérialiser l'objet** pour en faire un simple outil de mise en commun qui dépasse l'appartenance par son usage. La valeur est donnée par l'histoire et les attachements des objets au-delà du prix.

→ **L'idée de partage (différent de la propriété)**, de « *placard partagé* » ou de « *ressources partagées* ».

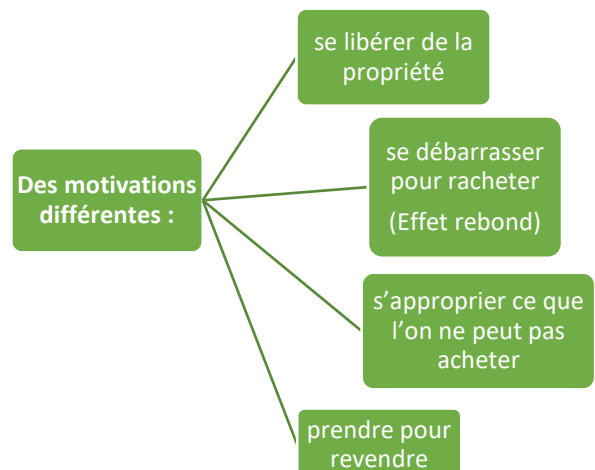
D'où viennent les gratifierias ?

Nées d'initiatives citoyennes qui proposent le réemploi d'objets, la gratuité et le partage, les gratifierias se distinguent par le fait de se tenir de manière éphémère et de ne pas avoir pignon sur rue (marchés, festivals, etc.).

- Des initiatives citoyennes qui reposent sur le principe de gratuité se développent dans les années 1990 en Allemagne et aux Etats-Unis ;
- En Europe, on compte entre 150 et 200 magasins gratuits ;
- Quelques chiffres : une moyenne de 100 à 150 passages par ouverture ; environ 50 milles objets par an ;
- Le public : des militants écolo et alter, un public précaire, des habitants et passants. Si certains visiteurs semblent plus ou moins sensibilisés aux enjeux écologiques ou de consommation, beaucoup viennent aussi pour dénicher des affaires ou par curiosité.
- Le mouvement des *gratifierias* est créé en Argentine en 2010.

Des motivations et des statuts différentes :

Le non-monétaire et la remise en question de la surconsommation sont des thèmes qui intéressent les personnes qui se rendent sur ces lieux, même si parmi elles, la plupart ne considère pas sa visite comme un geste militant. On observe une mise en **tension du projet** par des usages et des motivations qui ne sont pas forcément liés à la question de la transition écologique



La circulation : la sève du projet

- ➔ Sans circulation, il n'y a pas de possibilité de réemploi.
- ➔ Sans l'acteur qui donne, il est impossible de constituer un stock d'objets à réemployer
- ➔ Sans l'acteur qui a pris, ces objets devenus inutiles s'accumulent sans être réutilisés
- ➔ Prendre est tout autant indispensable à la réussite du projet que celui de donner. Ce principe est rappelé et empêche ainsi la stigmatisation de personnes ou l'autocensure de personnes qui ne se sentiraient pas autoriser à prendre sans donner ou payer.

« Le résultat écologique ou de lutte contre la surconsommation de celui qui donne n'a de sens et n'existe que s'il est conjugué au geste de celui qui prend. »

« Par leur action de donner ou de prendre, les visiteurs sont, donneur ou preneur, des co-acteurs indispensables de ce projet politique plus ample ».

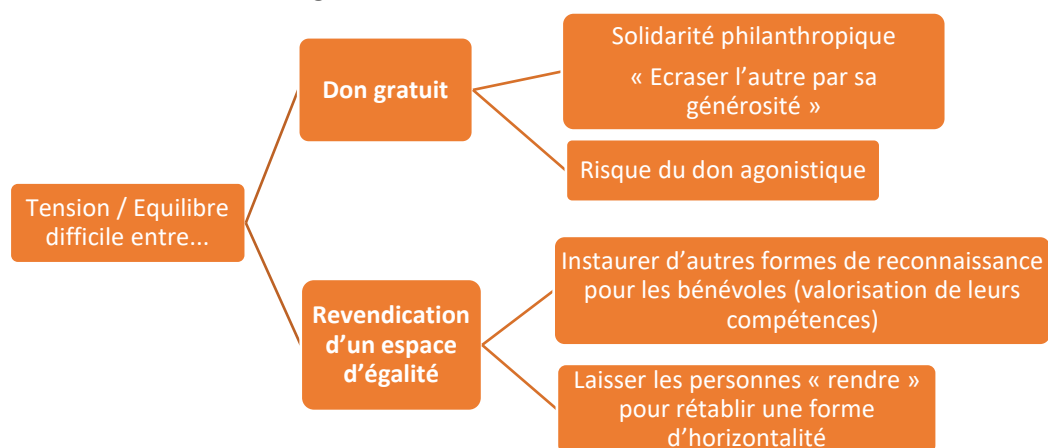
Celui qui donne et celui qui prend, l'un comme l'autre, est nécessaire à la bonne circulation des objets. Pas d'objets sans donneur, pas de réemploi sans preneur. Et, sans réemploi, le lieu devient un espace absurde d'objets inutiles et inutilisés.

Les représentations sur les pauvres et leur relation à l'écologie persistent malgré le projet fondé sur l'égalité.

Témoignages recueillis lors d'une gratifieria : « Faire des actions pour la planète est valorisant, alors que lorsque l'on essaye de ne pas gaspiller au quotidien car on fait des économies, alors là ce n'est pas écologique...c'est juste un truc de pauvres ! »

« Maintenant que tout le monde est concerné, ça devient un sujet. Tant qu'on s'habillait avec des habits d'occasion, ça ne concernait que les pauvres, personne ne s'en occupait ».

Les limites du don et de la gratuité :



Sources : Projet sous la direction scientifique de Elisabetta Bucolo « Les Zones de gratuité : des expérimentations citoyennes de réemploi et de partage pour agir en faveur de la transition écologique et démocratique », Programme de recherche CIT'IN « Expérimentations démocratiques pour la transition écologique » Ministère de la transition écologique et solidaire, 2018-2021

➔ Ressources : Elisabetta Bucolo, « Injustices environnementales et épistémiques », In : « Transitions écologiques, développement durable et travail social. Quels enjeux pour la transformation des pratiques? », *Sociographe*, n.86, 2024, pp. 39-51.